Scission syndicale en Allemagne ?

À quoi tient la tentative de scission des syndicats allemands, entreprise par MM. Bernhard Winkelheide, Johannes Even et Heinrich Voss, tous trois députés du CDU, parti du chancelier Adenauer ? En premier lieu, évidemment au désir de rétablir le statu quo ante, en opposant au mouvement syndical allemand encadré par des militants d'origine socialiste, un mouvement chrétien hostile à la « conception matérialiste » qu'on attribue aux chefs laïques du DGB, centrale syndicale allemande.

Qu'il s'agisse, en même temps, d'une opération politique, on ne peut en douter : comme en France (quoique reposant sur des données différentes) la lutte entre « laïcs » et « cléricaux » joue un rôle non négligeable dans la vie politique en Allemagne. À coup sûr, l'action des trois députés vise à affaiblir, en minant ses positions syndicales, la social-démocratie allemande. Que cette tentative ait des prolongements internationaux, c'est certain : la Confédération internationale des syndicats chrétiens a, dans les années passées, constamment encouragé toute tentative de scission du mouvement syndical en Allemagne, et les promoteurs de la tentative actuelle reconnaissent assez volontiers que des concours financiers leur ont été accordés de ce côté-là.

La brusque tentative de scission, due aux éléments les plus décidés de la tendance cléricale, a surpris tout le monde. Elle gêne les socialistes modérés qui craignent, maintenant, un renforcement de la tendance extrémiste ; elle déplaît aux chefs du CDU (et au chancelier Adenauer lui-même), qui pouvaient espérer quelques concessions de la part des chefs syndicaux modérés, et qui ne désespèrent

pas d'arriver à une entente politique avec la social-démocratie : elle est désagréable à maints syndicalistes chrétiens qui s'accommodaient plus ou moins du statu quo et qui ne désirent pas, au fond, le retour au « pluralisme syndical » ; elle ne convient pas, enfin – chose étonnante au premier abord – au patronat allemand, qui craint qu'une dualité syndicale ne précipite la « course aux salaires », puisque chaque syndicat pourrait, le cas échéant, chercher dans la surenchère une justification à son existence.

Ainsi, la scission opérée par les trois députés avec l'aide de « l'Action catholique » apparaît comme le symptôme d'un danger futur plutôt qu'immédiat pour l'unité syndicale en Allemagne. On peut douter que plus de 200 000 ouvriers, employés et fonctionnaires se décident à entamer la cohésion d'un bloc syndical fort de six millions d'adhérents ; d'autant plus que les éléments représentatifs du protestantisme se sont empressés de dénoncer « l'action néfaste des cléricaux »…

G.S.